

~~Die zaak is ingeschreven onder nummer 7090 van de rol van het Hof.~~

~~De griffier,
P.-Y. Dutilleux~~

~~VERFASSUNGSGERICHTSHOF~~

~~[2019/200187]~~

~~Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989~~

~~Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 31. Dezember 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Januar 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 21. Juni 2018 « zur Abänderung von Artikel 57 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag zwecks der Streichung der auf die am 1. April 2016 laufenden Mietverträge für den Hauptwohnsitz anwendbaren Indexierungsformel » (veröffentlicht im Belgischen Staatsblatt vom 29. Juni 2018); die VoG « Syndicat National des Propriétaires et Copropriétaires », Patrick Genin und Anne Crepin.~~

~~Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 7090 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragen.~~

~~Der Kanzler
P.-Y. Dutilleux~~

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

Direction générale Sécurité et Prévention. — Cellule Football

[C – 2019/40158]

18 JANVIER 2019. — Circulaire relative à l'application de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité des rencontres de football modifiée par la loi du 3 juin 2018

À Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province,
À Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
À Mesdames et Messieurs les Présidents des collèges de police,
À Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,
À Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,
À Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale,
À Monsieur le Commissaire du Bureau DAO/Sport de la police fédérale,
À Monsieur le Président et Monsieur le Responsable de la sécurité de l'URBSFA,
À Monsieur le Président et Monsieur le CEO de la Pro League,

Introduction

La loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football montre depuis 20 ans son efficacité et la dernière grande modification de cette loi football date déjà de 2007. Suite à diverses tables rondes et à l'initiative du député M. Brecht Vermeulen, un consensus politique a été atteint cet été pour une nouvelle adaptation de la loi football afin de de l'actualiser aux évolutions socio/économiques et aux nouvelles réalités liées au football.

Les dispositions de la "nouvelle" loi football du 3 juin 2018 sont applicables rétroactivement à compter du 1^{er} juin 2018. Certaines dispositions peuvent être immédiatement appliquées sans plus, d'autres nécessitent encore des initiatives législatives supplémentaires au moyen d'arrêtés d'exécution.

Une application stricte de la loi football a clairement prouvé son utilité dans le passé afin de faire des matches de football une fête familiale et garantir au maximum la sécurité des spectateurs. Le champ d'application de la loi football a désormais été élargi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

Algemene Directie Veiligheid en Preventie. — Voetbalcel

[C – 2019/40158]

18 JANUARI 2019. — Omzendbrief aangaande de toepassing van wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, laatst gewijzigd bij wet van 3 juni 2018

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,
Aan de Dames en Heren Burgemeesters,
Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,
Aan de Dames en Heren Korpschefs van de politiezones,
Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,
Aan de Heer Commissaris van bureau DAO/Sport van de federale politie,
Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,
Aan de Heren Voorzitter en Hoofd veiligheid van de KBVB,
Aan de Heren Voorzitter en CEO van de Pro League,

Inleiding

De wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden (verder de voetbalwet) bewijst reeds gedurende 20 jaar haar grote waarde. De laatste grote wijzigingen aan de voetbalwet dateerden reeds van 2007. Na rondetafelconferenties en middels initiatieven van volksvertegenwoordiger dhr. Brecht Vermeulen werd deze zomer een politieke consensus bereikt voor een nieuwe aanpassing van de voetbalwet, met als doel haar te actualiseren aan maatschappelijke en economische evoluties alsook aan het veranderde voetballandschap.

De bepalingen in de "nieuwe" voetbalwet van 3 juni 2018 zijn van toepassing sinds 1 juni 2018. Sommige bepalingen kunnen zonder meer onmiddellijk worden toegepast, andere vergen nog bijkomende wetgevende initiatieven middels uitvoeringsbesluiten.

Een strikte toepassing van de voetbalwet heeft in het verleden zijn nut duidelijk bewezen om van voetbalwedstrijden een familiaal feest te maken en om de veiligheid van de toeschouwers maximaal te helpen vrijwaren. Het toepassingsgebied van de voetbalwet werd heden uitgebreid.

Les principales modifications concernent la possibilité de déployer des stewards tant lors de matches de football que lors d'événements footballistique mais également l'élargissement de l'application du volet supporters de la loi football désormais d'application pour l'ensemble des équipes masculines de toutes les divisions nationales, la plupart des séries de jeunes des divisions 1A et 1B et les deux divisions supérieures du football féminin.

Cette circulaire a pour objectif de mettre en évidence les principales modifications légales et de les diffuser à un large public-cible de partenaires qui sont concernés ou pourraient être concernés par l'élargissement du champ d'application de la loi football et ce afin de veiller à une application uniforme et cohérente de la loi football.

En annexe, vous trouverez la modification de la loi telle que parue dans le Moniteur du 18/06/2018 ainsi que la version consolidée de la législation publiée sur le site web du SPF Justice (<http://www.ejustice.just.fgov.be>).

TITRE I. Définitions

TITRE II. Obligations des organisateurs et de l'Union sportive coordinatrice

TITRE III. Faits qui peuvent troubler le déroulement d'un match international de football, du match national de football féminin, du match national de football de jeunes ou du match de football auquel participe au moins une équipe des divisions nationales

TITRE IV. Imposition d'avertissements officiels et de sanctions effectives

TITRE I. — Définitions

Quelques définitions ont été adaptées ou ajoutées. Les concepts de *match de football national*, de *division nationale* et l'instauration d'une définition de *match national de football féminin* et de *match national de football de jeunes*.

En l'espèce, rien ne change pour le *match national de football* qui correspond à un match auquel participe au moins un club évoluant en division 1A ou 1B.

L'introduction de la notion de *division nationale* concerne les matches de football masculins joués à un autre niveau que le niveau provincial. Selon l'organisation actuelle de la compétition, cela correspond à la division 1A jusqu'aux troisièmes séries amateurs.

La loi continue de s'appliquer aux *rencontres internationales* de football auxquelles participent au moins une équipe d'une nationalité autre que belge et qui participe à un championnat étranger ou est représentative d'une nation étrangère.

Le match national de football féminin et le match national de football de jeunes sont également introduits et définis de manière distincte. Nous y reviendrons au Titre III.

En outre, le concept de *supporters liaison officer* (SLO) est officiellement introduit et défini.

Les définitions de *stade* et de *périmètre* sont modifiées avec pour conséquence qu'une enceinte extérieure délimitant le stade n'est plus nécessaire pour satisfaire à la définition de stade et pour appliquer le volet supporters de la loi football.

TITRE II. — Obligations des organisateurs et de l'Union sportive coordinatrice

Obligations particulières des organisateurs :

- **La convention de sécurité** : toutes les équipes actives dans les trois premières divisions nationales, soit 1A, 1B et 1^{ère} division amateur, sont tenues de conclure une convention de sécurité et ce, au plus tard le 21 juillet ou du moins 8 jours avant le début du championnat si le championnat débute avant le 21 juillet.

Un exemplaire original de l'ensemble de ces conventions de sécurité doit être envoyé au Ministre de l'Intérieur compétent dans le même délai. Par souci de facilité nous recommandons d'envoyer la convention directement au service compétent, à savoir la Cellule Football de la Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur, située Boulevard de Waterloo, 76 à 1000 Bruxelles (plus loin Cellule Football).

Compte tenu du fait que cette obligation est nouvelle pour les clubs de la série 1 amateur et du fait que le changement de loi n'a été publié que le 18 juin, la Cellule Football fera preuve d'indulgence cette année dans son appréciation des manquements à cette obligation. Il reste cependant d'une importance cruciale qu'une convention de sécurité correcte soit conclue le plus rapidement possible. Les éventuels changements à la convention de sécurité doivent également être consignés dans un addendum à la convention de sécurité.

Een van de voornaamste wijzigingen betreft een sterk uitgebreide mogelijkheid om stewards in te zetten, bij zowel voetbalwedstrijden, als nu ook bij voetbalevenementen en het feit dat het luik supporters van de voetbalwet voortaan ook volledig van toepassing is op alle mannenploegen uit alle nationale afdelingen, tal van jeugdreeksen en de twee hoogste afdelingen van het vrouwenvoetbal.

Deze omzendbrief heeft als doel om de meest voorname toelichtingen ter beschikking te stellen aan een breed doelpubliek van partners dewelke in contact zullen komen of kunnen komen met de heden uitgebreide toepassing van de voetbalwet en om bij te dragen aan een uniforme toepassing van deze wet.

Als bijlage vindt u de wetswijziging zoals deze verschenen is in het staatsblad op 18/06/2018 en een geconsolideerde weergave van de wetgeving zoals gepubliceerd op de website van FOD Justitie, (<http://www.ejustice.just.fgov.be>).

TITEL I. Definities

TITEL II. Verplichtingen van de organisatoren en van de overkoepelende sportbond

TITEL III. Feiten die het verloop van een internationale voetbalwedstrijd, nationale vrouwenvoetbalwedstrijd, nationale jeugdvoetbalwedstrijd of voetbalwedstrijd waaraan minstens een team uit de nationale afdelingen deelneemt, kunnen verstoren

TITEL IV. Het opleggen van officiële waarschuwingen en effectieve sancties

TITEL I. — Definities

Enkele definities in de wet werden aangepast of toegevoegd. Van groot belang zijn de begrippen *nationale voetbalwedstrijd*, *nationale afdeling*, *nationale vrouwenvoetbalwedstrijd* en *nationale jeugdvoetbalwedstrijd*.

De invulling van het begrip *nationale voetbalwedstrijd* veranderde niet en blijft een wedstrijd waaraan ten minste één club uit de afdelingen 1A of 1B van het mannenvoetbal deelneemt.

Het nieuw ingevoerde begrip *nationale afdelingen* omvat de matches gespeeld door mannen op een ander niveau dan op het provinciale niveau. Volgens de huidige competitieopdelingen zijn dat de afdelingen van 1A tot en met de klasse 3^e amateur.

Aan een *internationale wedstrijd* neemt ten minste één niet-Belgische ploeg deel, die deelneemt aan een buitenlands kampioenschap of die representatief is voor een vreemde natie. Indien een Belgische club deelneemt, behoort deze tot een nationale afdeling.

Wedstrijden van een vrouwencategorie of een bepaalde leeftijdscategorie vallen niet binnen de definitie van nationale voetbalwedstrijd of wedstrijden binnen een nationale afdeling. Zij vormen immers een afzonderlijke categorie.

Daarnaast wordt ook het begrip *supporters liaison officer* (SLO) officieel ingevoerd en gedefinieerd.

De gewijzigde definities van *stadion* en *perimeter* brengen met zich mee dat er niet langer een buitenomheining nodig is om aan de definitie van stadion te kunnen voldoen en om het (sanctionerende) luik supporters van de voetbalwet te kunnen toepassen.

TITEL II. — Verplichtingen van de organisatoren en van de overkoepelende sportbond.

Bijzondere verplichtingen van de organisatoren:

- **De veiligheidsvereenkomst**: alle ploegen actief in de eerste drie nationale afdelingen, dus 1A, 1B en 1^e klasse amateur, worden ertoe gehouden om een veiligheidsvereenkomst af te sluiten en dat uiterlijk op 21 juli, of op zijn minst acht dagen voor het begin van het kampioenschap indien dit kampioenschap aanvangt vóór 21 juli.

Een origineel exemplaar van de veiligheidsvereenkomst dient binnen dezelfde termijn te worden gezonden aan de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken. Omwille van praktische redenen wordt verzocht om de overeenkomst rechtstreeks over te maken aan de bevoegde dienst zijnde de Voetbalcel, binnen de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken, gevestigd te 1000 Brussel, Waterloolaan 76 (verder de Voetbalcel).

Rekening houdende met het feit dat deze verplichting nieuw is voor de clubs uit de afdeling 1^e klasse amateur en het feit dat de wetswijziging pas werd gepubliceerd op 18 juni, hanteert de Voetbalcel dit jaar een zekere tolerantie in haar beoordeling aangaande eventuele tekortkomingen aan die verplichting. Het blijft echter van voornaam belang dat een veiligheidsvereenkomst zo snel mogelijk en correct wordt afgesloten. Eventuele wijzigingen aan de veiligheidsvereenkomst worden naderhand als addendum aan de veiligheidsvereenkomst toegevoegd.

Concernant la portée concrète de cette obligation, outre l'article 5 de la loi football, l'attention doit se focaliser, sur les dispositions reprises à l'article 10 et l'article 10bis de la loi football et l'article 2 de l'arrêté royal du 6 juillet 2013 portant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football dont le contenu intégral est repris ci-après.

Les articles 10 et 10bis de la loi football :

Les organisateurs d'un match de football national (au moins une équipe de 1A ou 1B), international (auquel participe au moins une équipe d'une nationalité autre que belge et qui participe à un championnat étranger ou est représentative d'une nation étrangère) ou d'un match de football auquel participe au moins une équipe de la troisième division nationale (jusqu'en Amateur 1 ndlr) prennent au moins les mesures suivantes :

- 1° établir un règlement d'ordre intérieur, qui est communiqué clairement et en permanence aux spectateurs ;
- 2° établir, dans le règlement d'ordre intérieur, une réglementation d'exclusion civile et une réglementation relative à la remise des objets ;
- 3° contrôler le respect du règlement d'ordre intérieur ;
- 4° prendre des mesures de sécurité active et passive visant à garantir la sécurité du public et des services de police et de secours par la gestion des flux de spectateurs, la séparation des spectateurs rivaux, et la mise en œuvre concrète du règlement d'ordre intérieur ;

5° aider à contrôler le respect des interdictions de stade ;

6° prendre des mesures afin de garantir l'hospitalité et le confort dans le stade.

Les organisateurs d'un match de football national (au moins une équipe de 1A ou 1B) ou international (auquel participe au moins une équipe d'une nationalité autre que belge et qui participe à un championnat étranger ou est représentative d'une nation étrangère) prennent au moins les mesures suivantes :

- 1° installer des caméras de surveillance selon les modalités fixées au titre II, chapitre II bis ;
- 2° assurer la gestion des billets, ce qui comprend en tout cas: la confection des titres d'accès, leur distribution, le contrôle de l'accès et le contrôle de la validité et de la détention régulière des titres d'accès; le Roi peut à cette fin régler, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de la gestion des billets ;
- 3° établir un plan interne d'urgence, qui organise notamment l'évacuation; ce plan est testé annuellement avec tous les partenaires concernés au cours des deux premières années durant lesquelles un organisateur relève du champ d'application de la présente loi; par la suite, le plan est testé tous les trois ans avec tous les partenaires concernés; le Roi détermine les dispositions minimales du plan interne d'urgence et les modalités du test.

L'article 2 de l'AR du 6 juillet 2013 portant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football :

Chaque stade doit respecter des normes pour l'organisation d'un match de football qui sont définies dans l'annexe du présent arrêté.

Les points suivants, repris à l'annexe de cet arrêté, sont explicités dans la convention visée à l'article 5 de la loi :

- 1° Point 1.1 relatif à l'emplacement des aires de stationnement pour les services d'intervention et de secours ;
- 2° Point 1.3 relatif à l'emplacement des aires de stationnement pour les médias ;
- 3° Point 1.4 relatif à l'emplacement de l'enceinte extérieure ainsi que les sorties dans cette enceinte ;
- 4° Point 1.5 relatif au nombre de points de vente de titres d'accès ;
- 5° Point 2 relatif à l'emplacement de toutes les voies d'accès au stade, aux bâtiments de tribune et aux tribunes que les services d'intervention et de secours doivent utiliser en cas d'urgence ;
- 6° Point 3.2.2, § 1er, 4°, alinéa 2, relatif au type d'enceinte intérieure et à la hauteur de celle-ci ;
- 7° Point 3.2.2, § 2 relatif aux endroits où sont placés les panneaux d'avertissement ;
- 8° Point 3.2.3, § 4 relatif à la numérotation des portes d'évacuation vers le terrain de jeu ;
- 9° Point 5.1 relatif à la capacité théorique, à la capacité d'évacuation et à la capacité de sécurité des différentes zones et installations accessibles au public. En ce qui concerne la capacité d'évacuation, un calcul détaillé de cette capacité par compartiment, espace ou installation doit être renseigné ;
- 10° Point 5.5, § 1^{er} relatif à l'indication des compartiments dans les tribunes ;

Betreft de inhoudelijke reikwijdte van deze verplichting is naast het artikel 5 van de Voetbalwet ook de aandacht te vestigen op de bepalingen opgenomen in het artikel 10 en artikel 10bis van de Voetbalwet en het artikel 2 van het koninklijk besluit van 6 juli 2013 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen.

De artikelen 10 en 10bis van de voetbalwet:

De organisatoren van een nationale voetbalwedstrijd (op zijn minst één 1A- of 1B-ploeg), een internationale voetbalwedstrijd (waaraan ten minste één niet-Belgische ploeg die aan een buitenlands kampioenschap deelneemt of representatief is voor een vreemde natie deelneemt) of een voetbalwedstrijd waaraan minstens één ploeg van de derde nationale afdeling (tot amateur 1 nvdr) deelneemt nemen ten minste de volgende maatregelen:

- 1° het opstellen van een reglement van inwendige orde, dat op een duidelijke en blijvende manier aan de toeschouwers wordt meegedeeld;
- 2° het vaststellen van een regeling van burgerrechtelijke uitsluiting en een regeling inzake afgifte van voorwerpen in het reglement van inwendige orde;
- 3° het controleren van de naleving van het reglement van inwendige orde;
- 4° het nemen van actieve en passieve veiligheidsmaatregelen die de veiligheid van het publiek en de hulp- en politiediensten beogen door de beheersing van de beweging van toeschouwers, de scheiding van rivaliserende toeschouwers, en de concrete tenuitvoerlegging van het reglement van inwendige orde;
- 5° het helpen toezien op de naleving van de stadionverboden;
- 6° het nemen van maatregelen om de gastrijheid en het comfort in het stadion te verzekeren.

De organisatoren van een nationale voetbalwedstrijd (op zijn minst één 1A- of 1B-ploeg) of internationale voetbalwedstrijd (waaraan ten minste één niet-Belgische ploeg die aan een buitenlands kampioenschap deelneemt of representatief is voor een vreemde natie deelneemt) nemen ten minste de volgende maatregelen:

- 1° het installeren van bewakingscamera's volgens de nadere regels bepaald in titel II, hoofdstuk libis;
- 2° het zorgen voor het ticketbeheer, waaronder in ieder geval begrepen is: het aannemen van de toegangsbewijzen, de distributie ervan, de toegangscntrole en de controle op de geldigheid en op het regelmatig bezit van de toegangsbewijzen; de Koning kan hiertoe bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere regels vaststellen van het ticketbeheer;
- 3° het uitwerken van een intern noodplan, dat onder meer de evacuatie organiseert; dit plan wordt in de eerste twee jaar dat een organisator onder het toepassingsgebied van deze wet valt, jaarlijks getest met alle betrokken partners; nadien wordt dit plan driejaarlijks getest met alle betrokken partners; de Koning bepaalt de minimale bepalingen van het intern noodplan en de nadere regels van de test.

Het artikel 2 van het KB van 6 juli 2013 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen:

Elk stadion gebruikt voor de organisatie van een voetbalwedstrijd moet voldoen aan de normen gedefinieerd in de bijlage van dit besluit.

Volgende punten, opgenomen in de bijlage bij dit besluit, worden uitgelegd in de overeenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet:

- 1° Punt 1.1 wat betreft de ligging van de parkeerruimten voor de hulp- en interventiediensten;
- 2° Punt 1.3 wat betreft de ligging van de parkeerruimten voor de media;
- 3° Punt 1.4 wat betreft de ligging van de buitenomheining en de uitgangen in deze omheining;
- 4° Punt 1.5 wat betreft het aantal punten voor de verkoop van toegangsbewijzen;
- 5° Punt 2 wat betreft de ligging van alle toegangswegen tot het stadion, de tribunegebouwen en de tribunes, die de hulp- en interventiediensten in geval van een dringende tussenkomst dienen te gebruiken;
- 6° Punt 3.2.2, § 1, 4°, tweede lid, wat betreft het type en de hoogte van de binnenomheining;
- 7° Punt 3.2.2, § 2 wat betreft de plaatsen waar de waarschuwingsborden worden aangebracht;
- 8° Punt 3.2.3, § 4 wat betreft de nummering van de evacuatiepoorten naar het speelveld;
- 9° Punt 5.1 wat betreft de theoretische capaciteit, de evacuatiecapaciteit en de veiligheids capaciteit van de verschillende ruimtes en installaties toegankelijk voor het publiek. Wat betreft de evacuatiecapaciteit dient een gedetailleerde berekening van deze capaciteit per compartiment, ruimte of installatie te worden vermeld;
- 10° Punt 5.5, § 1 wat betreft de aanduiding van de compartimenten op de tribunes;

11° Point 5.5, § 2, 2°, *alinéa 1er, relatif à la nature des séparations qui ne sont pas dressées verticalement entre les supporters de l'équipe visitée et visiteuse ;*

12° Point 6.5, 6° *relatif au nombre, à la nature et ainsi qu'à l'emplacement des moyens d'extinction ;*

13° Point 7.2, 3° *relatif au nombre d'installations sanitaires pour femmes et hommes par compartiment ;*

14° Point 7.4.1, 2° *relatif au nombre de lignes de téléphone fixes dans le local de commandement ;*

15° Point 7.4.2, *alinéa 4, relatif à l'aménagement et aux moyens de communication dont est pourvu le local de commandement ;*

16° Point 7.4.3 *relatif à la superficie du local de commandement ;*

17° Point 7.6 *relatif au nombre, à l'emplacement et à l'équipement des locaux pour les arrestations provisoires ;*

18° Point 7.7 *relatif à l'emplacement, au nombre, à la superficie et à l'équipement des locaux de premiers soins, destinés au public ;*

19° Point 9.3, 2° *relatif aux installations prévues afin d'assurer le fonctionnement permanent des fonctions de communication et de contrôle au sein du local de commandement en cas de panne de l'alimentation électrique normale ;*

20° Point 10, *alinéa 2, relatif aux installations prévues afin d'assurer le fonctionnement permanent de l'installation de sonorisation en cas de panne de l'alimentation électrique normale ;*

21° Point 12 *relatif aux installations pour l'accueil et l'évacuation de personnes à mobilité réduite, et pour leur porter secours.*

Lorsqu'un des clubs précités se déplace dans un club qui évolue dans une division inférieure, notamment lors d'un match amical ou lors d'un match de coupe de Belgique, ce dernier, en sa qualité d'organisateur, doit également prévoir une convention de sécurité. Par ailleurs, les clubs de deuxième et troisième division amateur doivent eux aussi prévoir une convention de sécurité lorsqu'ils organisent une rencontre internationale. La nouveauté réside dans le délai de transmission de 5 jours avant le match au lieu de 8 auparavant. Il est conseillé aux clubs de divisions supérieures qui sont familiarisés avec la rédaction de conventions de sécurité d'apporter leur assistance aux organisateurs évoluant dans les divisions inférieures.

Enfin, nous souhaitons rappeler que l'obligation d'établir une convention de sécurité n'est pas applicable aux matches de championnat du football de jeunes ou du football féminin.

- **Le Responsable de la sécurité** : les organisateurs d'un match de football national et international désignent un responsable de la sécurité. Il en va de même pour les clubs évoluant en division amateur 1. Ils doivent **désormais** disposer d'un responsable de la sécurité mandaté.

Le Responsable de sécurité se définit désormais légalement comme étant la personne de référence habilitée par l'organisateur à assurer le contrôle de l'infrastructure du stade et de la conformité de celui-ci aux normes de sécurité, à exercer l'autorité hiérarchique et le pouvoir administratif sur les stewards, à organiser des briefings pour les stewards et à représenter l'organisateur dans le conseil consultatif local. Elle sera également la personne de référence habilitée à fournir aux services de police toutes les informations relatives à la sécurité dans le stade.

Selon la nouvelle loi football, il est désormais possible de déterminer les conditions dans lesquelles un responsable de la sécurité mandaté peut être rendu obligatoire dans une division inférieure aux trois premières divisions nationales. Une consultation des partenaires est poursuivie afin de régir cette matière au moyen d'un nouvel arrêté royal.

- **Déploiement des stewards à l'occasion d'un match de football** : l'obligation pour un organisateur d'engager des stewards reste limitée aux matches nationaux ou aux matches internationaux. Il s'agit des matches auxquels participe au moins une équipe de 1A ou 1B ou au moins une équipe non belge qui participe à un championnat étranger ou est représentative d'une nation étrangère. Si un club belge participe à un match international, alors il doit appartenir à une division nationale c'est à dire l'une des 5 premières divisions. Lorsque des stewards sont utilisés, ils doivent l'être sous la supervision d'un responsable de la sécurité.

Le législateur a également prévu la possibilité de déterminer les conditions dans lesquelles le recrutement de stewards peut être rendu obligatoire dans une division inférieure aux deux premières divisions nationales pour certains matches avec un risque accru. Pour le moment,

11° Punt 5.5, § 2, 2°, *eerste lid, wat betreft de aard van de niet verticaal opgetrokken scheidingen tussen de supporters van de thuisploeg en die van de bezoekende ploeg;*

12° Punt 6.5, 6° *wat betreft het aantal, de aard en de plaats van de blusmiddelen;*

13° Punt 7.2, 3° *wat betreft het aantal sanitaire installaties voor dames en heren per compartiment;*

14° Punt 7.4.1, 2° *wat betreft het aantal vaste telefoonlijnen in het commandolokaal;*

15° Punt 7.4.2, *vierde lid, wat betreft de inrichting en de voorziene communicatiemiddelen van het commandolokaal;*

16° Punt 7.4.3 *wat betreft de oppervlakte van het commandolokaal;*

17° Punt 7.6 *wat betreft het aantal, de ligging en de uitrusting van de lokalen voor voorlopige hechtenis;*

18° Punt 7.7 *wat betreft de ligging, het aantal, de oppervlakte en de uitrusting van de EHBO-lokalen, bestemd voor het publiek;*

19° Punt 9.3, 2° *wat betreft de aangebrachte voorzieningen ten behoeve van de permanente werking van de communicatie- en controlefuncties in het commandolokaal bij het uitvallen van de normale elektrische voeding;*

20° Punt 10, *tweede lid, wat betreft de aangebrachte voorzieningen ten behoeve van de permanente werking van de omroepinstallatie bij het uitvallen van de normale elektrische voeding;*

21° Punt 12 *wat betreft de voorzieningen voor het onthaal en de evacuatie van en voor de hulpverlening aan personen met een beperking.*

Wanneer een van de hierboven bedoelde clubs te gast is bij een club die uitkomt in een lagere afdeling bijvoorbeeld n.a.v. een oefenwedstrijd of een bekerwedstrijd, dan dient deze laatste in zijn hoedanigheid van organisator eveneens te voorzien in een veiligheidsovereenkomst. Daarnaast dienen de clubs uit de afdelingen tweede en de derde klasse amateur dienen ook in een veiligheidsovereenkomst te voorzien wanneer zij een internationale wedstrijd spelen. De termijn waarbinnen deze dient te worden overgemaakt, werd aangepast van 8 dagen voor de wedstrijd naar heden 5 dagen voor de wedstrijd. Het is raadzaam dat de clubs uit de hogere afdelingen, dewelke dus vertrouwd zijn met het opstellen van veiligheidsovereenkomsten, hiervoor hun bijstand verlenen aan deze clubs uit de lagere afdelingen.

De verplichting om over een veiligheidsovereenkomst te beschikken, is niet van toepassing op kampioenschapwedstrijden voor het jeugd- en vrouwenvoetbal.

- **De veiligheidsverantwoordelijke**: organisatoren van een nationale internationale voetbalwedstrijd duiden een veiligheidsverantwoordelijke aan. Ook clubs die uitkomen in de 1° klasse amateur moeten **voortaan** over een gemandateerde veiligheidsverantwoordelijke beschikken.

Voortaan wordt de veiligheidsverantwoordelijke gedefinieerd als een referentiepersoon die door de organisator gemachtigd wordt om in te staan voor de controle op de stadioninfrastructuur en haar conformiteit met de veiligheidsnormen, het hiërarchisch gezag en het uitoefenen van de bestuursmacht over de stewards, het organiseren van de briefing voor de stewards en om de organisator te vertegenwoordigen in de lokale adviesraad. Hij is ook de referentiepersoon om aan de politiediensten alle inlichtingen betreffende de veiligheid in het stadion te verstrekken.

Een koninklijk besluit kan de voorwaarden bepalen waaronder een gemandateerde veiligheidsverantwoordelijke in een afdeling lager dan de eerste drie nationale afdelingen verplicht kan worden gemaakt. Een consultatie van partners wordt verdergezet om het nodige met een nieuw koninklijk besluit te regelen.

- **Inzet van stewards naar aanleiding van een voetbalwedstrijd**: de verplichting voor een organisator om stewards aan te werven blijft beperkt tot de nationale wedstrijden of de internationale wedstrijden. Het gaat dus om wedstrijden waaraan op zijn minst een ploeg deelneemt die uitkomt in de afdeling 1A of 1B of die wedstrijd waaraan ten minste één niet-Belgische ploeg deelneemt die aan een buitenlands kampioenschap deelneemt of representatief is voor een vreemde natie. Indien een Belgisch club deelneemt aan een internationale wedstrijd dan behoort deze tot een nationale afdeling, dus tot een van de vijf hoogste afdelingen. Wanneer er stewards worden ingezet, dan moeten deze steeds onder de supervisie staan van een veiligheidsverantwoordelijke.

De wetgever voorziet de mogelijkheid om bij een besluit de voorwaarden te bepalen waaronder de aanwerving van stewards in afdelingen lager dan de eerste twee nationale afdelingen, verplicht kan worden gemaakt voor bepaalde wedstrijden met een verhoogd risico

il n'y a pas d'arrêté en ce sens. Une consultation des partenaires sera poursuivie afin de régir cette matière au moyen d'un nouvel arrêté royal.

Pour les matches de football féminin ou les équipes de jeunes, il n'est pas obligatoire de déployer des stewards. La nouveauté consiste à pouvoir déployer des stewards lors d'événements footballistiques.

- **Extension des compétences des stewards à l'occasion d'un match de football** : les stewards peuvent intervenir dans le stade et dans le périmètre. Leurs tâches et compétences sont clairement définies dans la partie IV de la loi football.

Les stewards sont désormais habilités à intervenir sur tout le territoire pendant et à l'occasion de déplacements collectifs organisés de supporters, pour autant que ce soit déterminé dans la convention de sécurité visée à l'article 5 de la loi. Il s'agit des missions visées à l'article 15, alinéa 5 (accueil des spectateurs), 16 (communication d'informations utiles) et 17, alinéa 1^{er} (la prise de mesures utiles en attendant l'intervention des services de secours et de sécurité) de la loi football. Leur nouvelle compétence consiste également à accompagner les arbitres, joueurs, le staff, ainsi que la délégation officielle depuis leur arrivée jusqu'à leur départ.

- **Déploiement de stewards lors d'événements footballistiques** : pour définir la notion d'événement footballistique, nous pouvons par exemple songer à l'organisation d'un fan-day (sans match) ou la présentation d'un nouveau joueur. Les activités liées au football qui se déroulent autour d'écrans géants peuvent également entrer en considération et il peut donc être fait appel à des stewards, pour autant que l'événement soit organisé par un organisateur (club) au sens de cette même loi.

Les organisateurs et le bourgmestre compétent doivent, après avoir recueilli l'avis des zones de police concernées, conclure au préalable une convention écrite concernant le déploiement, les compétences et les missions des stewards et du responsable de la sécurité qui sont dûment mandatés par les organisateurs.

Dans le cas d'un événement footballistique organisé à l'extérieur du stade, les stewards peuvent être engagés (et porter la veste orange de steward correspondante) afin d'exercer certaines tâches liées à la sécurité. Dans ce cas de figure, il s'agit exclusivement du contrôle des titres d'accès, de l'accueil des spectateurs et de la transmission au public de toute l'information utile relative à l'organisation, à l'infrastructure et aux services de secours, ainsi que la communication aux services de secours et de police de toute information relative aux supporters susceptibles de perturber l'ordre public.

Les activités de gardiennage telles que définies dans la loi réglementant la sécurité privée et particulière ne peuvent donc pas être exercées par des stewards à l'extérieur d'un stade de football.

Lorsqu'un événement footballistique est organisé dans un stade, des stewards peuvent être recrutés. Dans ce cas, leurs compétences sont identiques à celles pour les matches nationaux ou internationaux, à savoir : contrôle superficiel des vêtements et bagages, accueil et accompagnement des spectateurs vers leurs places, communication au public des informations utiles relatives à l'organisation, communication aux services de police et de secours de toute information concernant les spectateurs susceptibles de trouble à l'ordre public, contrôle du respect du règlement d'ordre intérieur, prise de mesures utiles en attendant les services de secours et de sécurité, inspection des installations avant et après le match, assurer une présence aux portes d'évacuation, veiller à ce que les voies d'accès et d'évacuation soient dégagées en permanence.

- **Le Supporters Liaison Officer (SLO)** : est uniquement obligatoire pour les clubs qui évoluent en 1A et 1B. Les consultations avec les partenaires sont actuellement en phase de finalisation. Les modalités requises notamment en ce qui concerne les conditions de recrutement seront consignées dans un arrêté royal.

- **Le Conseil consultatif local** : selon l'article 8 de l'arrêté royal du 15 juin 1999 relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football, le conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football est un organe d'évaluation du rôle et du travail des différents acteurs impliqués dans l'organisation des matches de football. Ce conseil est obligatoire pour les organisateurs de plusieurs matches nationaux sur le même terrain. Il s'agit d'un lieu de réflexion sur des questions de sécurité active et passive. Par sécurité passive, on entend l'ensemble de mesures qui ont trait principalement à l'infrastructure de stade, en vue de garantir le déroulement pacifique

dat te vergelijken is met de risico's van nationale voetbalwedstrijden. Een consultatie van partners wordt verdergezet om in de toekomst het nodige te regelen bij koninklijk besluit.

Voor wedstrijden van vrouwen- of jeugd ploegen is het niet verplicht om stewards in te zetten. Nieuw is dat het in het kader van een "voetbalevenement" mogelijk is geworden om ook voor die wedstrijden of evenementen stewards te kunnen inzetten.

- **Uitbreiding van de bevoegdheden van stewards naar aanleiding van een voetbalwedstrijd**: stewards kunnen optreden in het stadion en in de perimeter rond het stadion. De taken en de bevoegdheden worden duidelijk weergegeven in hoofdstuk IV van de voetbalwet.

Een nieuwe bevoegdheid betreft de mogelijkheid om scheidsrechters, spelers, staff evenals de officiële delegatie te begeleiden van bij hun aankomst tot hun vertrek. Stewards kunnen nu ook optreden op heel het grondgebied tijdens en naar aanleiding van georganiseerde collectieve verplaatsingen van supporters, maar dan wel slechts voor zover het wordt bepaald in de veiligheidsovereenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet. Het gaat om de opdrachten bedoeld in artikel 15 vijfde lid (onthaal van de toeschouwers), 16 (verstrekken van informatie) en 17 eerste lid (het nemen van passende maatregelen in afwachting van het optreden van de hulp- en veiligheidsdiensten evenals preventief optreden indien bedreiging van de openbare orde) van de voetbalwet.

- **Inzet van stewards tijdens voetbalevenementen**: we kunnen hier bijvoorbeeld denken aan de organisatie van een fandag (zonder wedstrijd) of de voorstelling van een nieuwe speler. Ook activiteiten die zich rond reuzenschermen afspelen kunnen in aanmerking komen en kan er mogelijks een beroep worden gedaan op stewards, voor zover het evenement door een organisator in de zin van dezelfde wet georganiseerd wordt. De organisator dient dus een club te zijn.

Organisatoren en de bevoegde burgemeester dienen, na advies te hebben ingewonnen bij de betrokken politiezones, voorafgaandelijk een schriftelijke overeenkomst af te sluiten betreffende de inzet, de bevoegdheden en de taken van de stewards en van de veiligheidsverantwoordelijke die behoorlijk gemandateerd wordt door de organisator.

In het geval van een voetbalevenement georganiseerd buiten een voetbalstadion, kunnen de stewards worden ingezet (en de bijbehorende oranje stewardvest dragen) om bepaalde taken inzake veiligheid uit te voeren. Daarbij komt uitsluitend in aanmerking: de controle van de toegangsbewijzen, het onthaal van de toeschouwers en het verstrekken aan het publiek van alle nuttige informatie met betrekking tot de organisatie, de infrastructuur en de hulpdiensten, alsook mededelen aan hulp- en politiediensten van alle info m.b.t. supporters die de orde kunnen verstoren.

Bewakingsactiviteiten zoals gedefinieerd in de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid kunnen dus niet door stewards buiten een voetbalstadion worden uitgevoerd.

Wanneer een voetbalevenement in een stadion georganiseerd wordt dan kunnen voetbalstewards worden ingezet. In dit geval zijn hun bevoegdheden identiek aan die voor de nationale of internationale wedstrijden, namelijk : oppervlakkige controle van kleding en bagage, onthaal en begeleiding van de toeschouwers naar hun plaats, mededeling van de nuttige informatie met betrekking tot de organisatie aan het publiek, de mededeling van alle informatie betreffende de toeschouwers die de orde kunnen verstoren aan de politie- en hulpdiensten, de controle van de naleving van het reglement van inwendige orde, het nemen van passende maatregelen in afwachting van het optreden van de hulp- en veiligheidsdiensten, de inspectie van de inrichtingen voor en na de wedstrijd, het verzekeren van een aanwezigheid aan de evacuatiepoorten, erover waken dat de toegangs- en evacuatiewegen permanent vrijgehouden worden.

- **De Supporters Liaison officer (SLO)**: is enkel verplicht voor clubs die uitkomen in 1A en 1B. Overleg met betrokken partners bevindt zich in een finale fase. De nodige modaliteiten zoals bijvoorbeeld omtrent de recruteringsvoorwaarden worden in een koninklijk besluit vervat.

- **De lokale adviesraad**: volgens artikel 8 van het koninklijk besluit van 15 juni 1999 betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden, is de lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden een evaluatieorgaan voor wat betreft de rol en het werk van de verschillende actoren betrokken bij de organisatie van voetbalwedstrijden. Deze raad is verplicht voor organisatoren die meerdere nationale wedstrijden laten doorgaan op een zelfde terrein. De raad is een plaats voor reflectie over vragen van actieve en passieve veiligheid. Onder passieve veiligheid verstaat men het geheel van maatregelen die in hoofdzaak betrekking hebben op de

de l'événement. Par sécurité active, on entend la gestion des moyens sur le plan du matériel et du personnel, selon le risque potentiel du match.

- Modalités en matière d'installation et d'utilisation de caméras :

Les dispositions relatives à l'installation et au fonctionnement du système de caméras s'appliquent à l'organisateur de tout match de football national (mettant en présence au moins une équipe de 1A ou 1B) ou international (auquel participe au moins une équipe d'une nationalité autre que belge et qui participe à un championnat étranger ou est représentative d'une nation étrangère). Les modalités pour le placement et l'utilisation de caméras de surveillance, telles que reprises dans le chapitre II bis de la loi, sont exclusivement d'application pour les matches organisés par un club appartenant aux deux premières divisions nationales ou à la fédération sportive coordinatrice. Cela signifie que seuls les clubs des deux premières divisions nationales, en tant qu'organisateur de matches nationaux et internationaux, doivent disposer de caméras de surveillance dont les modalités et exigences de fonctionnement sont déterminées dans la loi football ainsi que dans l'arrêté royal spécifique à cette matière. Le chapitre II bis de la loi football n'est donc pas applicable aux matches du football féminin, au football de jeunes ou aux matches qui sont organisés par un club qui évolue dans une troisième division nationale ou inférieure.

TITRE III. — Faits qui peuvent troubler le déroulement d'un match international de football, d'un match national de football féminin, d'un match national de football de jeunes ou d'un match de football auquel participe au moins une équipe des divisions nationales.

L'article 19 stipule que ce titre III s'applique aux faits commis dans un stade accessible aux spectateurs et pendant toute la période durant laquelle se déroule un match international de football, un match national de football féminin, un match national de football de jeunes ou un match de football auquel participe au moins une équipe des divisions nationales.

- Champ d'application au niveau des compétitions sportives :

En ce qui concerne le volet supporters, la loi football est d'application pour chaque personne (donc non seulement les supporters, mais également les joueurs, le staff, l'administration, les stewards, etc.) à partir de 14 ans qui commet une infraction à l'occasion d'un match de football international, un match de football national, un match national de football de jeunes/féminin ou un match auquel au moins une équipe des divisions nationales participe.

Concrètement, cela implique que la loi football est applicable pour chaque match (en ce compris les matches amicaux) auquel participe au moins une équipe de 1A, 1B, 1^e, 2^e et 3^e séries amateurs. Les matches de football internationaux comme dans le cadre de la Champions League ou de l'Europa League, relèvent du champ d'application de la loi football, ainsi que les inter-pays (officiels ou amicaux).

Depuis sa récente modification, la loi football a également été élargie aux match nationaux de football féminin, à savoir un match auquel au moins un club des deux premières divisions nationales les plus élevées de football féminin participe ou l'équipe féminine nationale belge. Pour la saison 2018/2019, les équipes suivantes appartiennent aux deux divisions nationales les plus élevées de football féminin :

- Super League: RSC Anderlecht, Oud-Heverlee Leuven, KRC Genk, KSK Heist, KAA Gent en R Standard de Liège.
- Division 1: SC Eendracht Aalst, VC Moldavo, Club Brugge KV, KVK Svelta Melsele, K Kontich FC, KAA Gent B, SV Zulte Waregem, K Massenhoven VC, U St-Ghislain Tertre-Hautrage, Famkes WDM, Tongeren DV, KRC Genk B, R Standard de Liège B, FC Fémina Woluwe.

Un match national de football de jeunes relève également de la loi football, à savoir un match auquel participe au moins un club des deux divisions nationales les plus élevées qui est joué à 11 contre 11. Il s'agit donc des U21 (généralement appelés réserves et/ou élites), U18, U16, U15, U14 et U13 liés à l'équipe masculine qui évolue en 1A ou 1B.

- Champ d'application dans l'espace et le temps :

En fonction des infractions, la loi s'applique soit :

- dans le stade, à partir du moment où le stade est accessible aux spectateurs ;

stadioninfrastructuur, met het oog op het garanderen van het vreedzaam verloop van de gebeurtenis. Onder actieve veiligheid verstaat men het beheren van middelen op het vlak van materieel en personeel, volgens het potentieel risico van de wedstrijd.

- Nadere regels inzake installatie en gebruik camera's:

De bepalingen met betrekking tot de installatie en de werking van het camerastelsel zijn van toepassing op de organisator van elke nationale voetbalwedstrijd (waaraan dus op zijn minst een ploeg uitkomende in de afdeling 1A of 1B deelneemt) en van toepassing op internationale voetbalwedstrijden (waaraan ten minste één niet-Belgische ploeg die aan een buitenlands kampioenschap deelneemt of representatief is voor een vreemde natie deelneemt). De nadere regels voor de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals opgenomen in hoofdstuk II bis van de voetbalwet, zijn uitsluitend van toepassing op de wedstrijden die georganiseerd worden door een club behorende tot de eerste twee nationale afdelingen of de overkoepelende sportbond. In de praktijk betekent dit dat enkel de clubs van de eerste twee nationale afdelingen, als organisatoren van nationale en internationale wedstrijden, over bewakingscamera's moeten beschikken waarvoor de nadere regels voor de werking en de werkingsvereisten vastgelegd zijn in de voetbalwet en het koninklijk besluit dat specifiek betrekking heeft op deze materie. Het hoofdstuk II bis van de voetbalwet is dus niet van toepassing op wedstrijden van het vrouwenvoetbal, het jeugdvoetbal of op wedstrijden die worden georganiseerd door een club die uitkomt in de derde nationale afdeling of lager.

TITEL III. — Feiten die het verloop van een internationale voetbalwedstrijd, nationale vrouwenvoetbalwedstrijd, nationale jeugdvoetbalwedstrijd of voetbalwedstrijd waaraan minstens een team uit de nationale afdelingen deelneemt, kunnen verstoren.

Artikel 19 bepaalt dat deze titel III van de wet van toepassing is op feiten gepleegd gedurende de ganse periode tijdens welke het stadion toegankelijk is voor de toeschouwers en waarin een internationale voetbalwedstrijd, nationale vrouwenvoetbalwedstrijd, nationale jeugdvoetbalwedstrijd of wedstrijd waaraan minstens een team uit de nationale afdelingen deelneemt, plaatsvindt.

- Toepassingsgebied op het niveau van de competities:

Wat betreft het luik supporters dient te worden opgemerkt dat de voetbalwet van toepassing is op elke persoon (dus niet alleen supporters, maar ook spelers, staff, bestuur, stewards, etc.) vanaf de leeftijd van 14 jaar, die naar aanleiding van een internationale voetbalwedstrijd, een nationale vrouwenvoetbalwedstrijd, een nationale jeugdvoetbalwedstrijd of een wedstrijd waaraan minstens een team uit de nationale afdelingen deelneemt, een overtreding begaat.

Concreet houdt dit in dat de voetbalwet van toepassing is op elke wedstrijd (vriendschappelijke wedstrijden inbegrepen) waaraan op zijn minst één ploeg deelneemt uit 1A, 1B, 1^e, 2^e en de 3^{de} amateurreeksen. Ook internationale wedstrijden, zoals bijvoorbeeld in het kader van de Champions League of Europa League, vallen onder het toepassingsgebied van de voetbalwet, alsook (officiële en vriendschappelijke) interlands.

Met de wetwijziging werd de voetbalwet uitgebreid naar een nationale vrouwenvoetbalwedstrijd, zijnde een wedstrijd waaraan ten minste één club uit een van de hoogste twee nationale afdelingen vrouwenvoetbal deelneemt of de Belgische nationale vrouwenploeg. Voor het seizoen 2018/2019 behoren volgende ploegen tot de hoogste twee nationale afdelingen vrouwenvoetbal:

- Super League: RSC Anderlecht, Oud-Heverlee Leuven, KRC Genk, KSK Heist, KAA Gent en R Standard de Liège.
- Afdeling 1: SC Eendracht Aalst, VC Moldavo, Club Brugge KV, KVK Svelta Melsele, K Kontich FC, KAA Gent B, SV Zulte Waregem, K Massenhoven VC, U St-Ghislain Tertre-Hautrage, Famkes WDM, Tongeren DV, KRC Genk B, R Standard de Liège B, FC Fémina Woluwe.

Ook een nationale jeugdvoetbalwedstrijd valt voortaan onder de Voetbalwet, zijnde de wedstrijd waaraan ten minste één club uit één van de hoogste twee nationale jeugdafdelingen deelneemt of de nationale jeugdelftallen (en dit vanaf wedstrijden waar men 11 tegen 11 speelt). Het gaat heden dus om de U21 (doorgaans reserves en/of beloften genoemd), U18, U16, U15, U14 en U13 gelinkt aan de mannenploegen die uitkomen in 1A of 1B.

- Toepassingsgebied in ruimte en tijd:

In functie van de overtreding is de wet van toepassing :

- in het stadion, vanaf het moment dat het stadion toegankelijk is voor toeschouwers;

- dans le périmètre du stade (5h avant/après le match). Les limites géographiques du périmètre doivent être définies par arrêté royal. Pour les clubs qui ne disposent pas encore d'un périmètre (par exemple les clubs de la 3^e classe amateur pour lesquels la loi football n'était pas encore d'application dans le passé), une requête a été envoyée à la zone de police en question pour se concerter avec le club et le bourgmestre, afin de présenter dans les meilleurs délais une proposition de périmètre. Cette proposition sera concrétisée dans un arrêté royal pour chacun des périmètres délimités ;
- sur l'ensemble du territoire de la Belgique, le champ d'application en termes de temps a été élargi de 24 h avant/après le match à 48 heures avant/après le match. Exception : l'interdiction d'utilisation d'engins pyrotechniques sur le territoire s'applique pendant la période commençant cinq heures avant le début et se terminant cinq heures après la fin du match de football.

- Les infractions relatives aux comportements des spectateurs :

Les articles de loi concernant les infractions à la loi football commises par les spectateurs sont énumérées ci-dessous. Les nouveautés ou modifications y sont brièvement évoquées.

Art. 20 : jeter ou projeter des objets dans le stade.

Art. 20bis : jeter ou projeter des objets dans le périmètre.

Art. 21 : pénétrer de manière irrégulière, tenter de pénétrer ou se trouver dans le stade ou le périmètre.

Sont considérés comme pénétration irrégulière :

1° pénétrer dans le stade en contravention à une interdiction de stade administrative ou judiciaire ou à une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité ou à une exclusion civile; L'infraction d'une interdiction de stade civile pourra donc être verbalisée sur la base de la loi football ;

2° la pénétration du périmètre en infraction d'une interdiction de périmètre administrative ou judiciaire ;

3° la pénétration du stade lorsque l'accès lui a été refusé par un steward (refus de contrôle des vêtements/du bagage, être en possession d'un objet dangereux, non-respect du ROI, etc.).

Art. 21bis : le non-respect dans le stade, dans le périmètre ou sur l'ensemble du territoire national, des directives ou injonctions données par le responsable de la sécurité, par un steward dans l'exercice de ses tâches prescrites par la loi, par un membre des services de police ou des services de secours. Concernant l'application de l'article 21bis sur le territoire, le législateur n'a pas déterminé de limitation dans le temps (voir art. 19.) Toutefois, il est mentionné à l'article 21bis qu'il s'agit d'injonctions *en raison et à l'occasion d'un match de football*. Les stewards peuvent donc intervenir sur tout le territoire pendant et à l'occasion de déplacements collectifs organisés de supporters, pour autant que ce soit déterminé dans la convention de sécurité visée à l'article 5 de la loi.

Art. 21ter : offrir délibérément une aide matérielle lors d'une pénétration irrégulière (infraction à une interdiction de stade). La difficulté de prouver l'infraction à cet article continue d'exister, étant donné qu'il faut prouver que l'intéressé était effectivement informé que l'autre personne était sous le coup d'une interdiction de stade.

Art. 22 : pénétrer ou tenter de pénétrer certaines zones dans le stade sans être détenteur d'un titre d'accès valable pour cette zone ou les zones non accessibles au public.

Art. 23 : inciter dans le stade, seul ou en groupe, à porter des coups et blessures, à la haine ou à l'emportement à l'égard d'une ou plusieurs personnes.

Art. 23bis : inciter dans le périmètre, seul ou en groupe, à porter des coups et blessures, à la haine ou à l'emportement à l'égard d'une ou plusieurs personnes.

Art. 23bis, alinéa 2 : inciter seul ou en groupe sur le territoire de la Belgique à porter des coups et blessures, à la haine ou à l'emportement à l'égard d'une ou plusieurs personnes. Avec ce changement de loi, il est à présent possible de verbaliser, outre les incidents de groupe, les incidents individuels sur le territoire belge.

Art. 23ter : introduire, tenter d'introduire, détenir ou utiliser des objets pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit dans le stade ou dans le périmètre. L'interdiction de détention et l'utilisation des objets pyrotechniques sont élargis au périmètre. Les cortèges avec feux d'artifice ne sont donc pas autorisés.

- binnen de perimeter van het stadion, vijf uur voor/na de wedstrijd. De geografische grenzen van de perimeter moeten door middel van een koninklijk besluit vastgesteld worden. Betreft de clubs die nog niet beschikken over een perimeter (bijvoorbeeld clubs uit de 3^{de} amateurklasse, waarvoor de voetbalwet in het verleden nog niet volledig van toepassing was), werd aan de desbetreffende politiezone inmiddels een verzoek gericht om overleg te plegen met de club en de burgemeester, teneinde zo snel mogelijk een voorstel van perimeter voor te leggen. Dat voorstel wordt vervolgens geconcretiseerd in een Koninklijk besluit;

- op het volledige grondgebied van België, toepassingsgebied qua tijd werd uitgebreid van 24u voor en na de wedstrijd naar 48u voor en na de wedstrijd. Uitzondering: het verbod op gebruik van pyrotechniek op het grondgebied is van toepassing tijdens de periode die aanvangt vijf uur voor het begin van de voetbalwedstrijd en die eindigt vijf uur na het einde van de voetbalwedstrijd.

- De overtredingen die betrekking hebben op het gedrag van de toeschouwers:

Hieronder volgt een kort overzicht van de wetsartikelen aangaande inbreuken op de voetbalwet begaan door toeschouwers. In het voornaam op wijziging wordt kort ingegaan.

Art. 20: gooien of schieten van voorwerpen in het stadion.

Art. 20bis: gooien of schieten van voorwerpen in de perimeter.

Art. 21: stadion of perimeter onrechtmatig betreden, pogen betreden of er zich bevinden.

Als onrechtmatig betreden worden beschouwd :

1° het betreden van het stadion in overtreding van een administratief of gerechtelijk stadionverbod of een stadionverbod als beveiligingsmaatregel of een burgerrechtelijke uitsluiting. Ook het overtreden van een burgerrechtelijk stadionverbod is voortaan te verbaliseren op basis van de Voetbalwet;

2° het betreden van de perimeter in overtreding van een administratief of gerechtelijk perimeterverbod;

3° het betreden van het stadion wanneer de toegang hem daartoe werd ontzegd door een steward (weigeren controle kledij/bagage, in bezit van gevaarlijk voorwerp, RIO niet naleven, etc.).

Artikel 21bis: het niet opvolgen van de richtlijnen of aanmaningen gegeven door de gemandateerde veiligheidsverantwoordelijke, de stewards, de leden van politie- of hulpdiensten in het stadion, in de perimeter of het gehele grondgebied. Met betrekking tot de toepassing van art 21bis op het grondgebied heeft de wetgever op zich geen beperking in tijd bepaald (zie artikel 19). Wel wordt in het artikel 21bis aangeduid dat het om aanmaningen gaat *omwille van en ter gelegenheid van een voetbalwedstrijd*. Stewards kunnen dus optreden op heel het grondgebied tijdens en naar aanleiding van georganiseerde collectieve verplaatsingen van supporters, maar dan wel slechts voor zover het wordt bepaald in de veiligheidsovereenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet.

Art. 21ter: bewust aanreiken van materiële hulp bij een onrechtmatige betreding (overtreden stadionverbod). De moeilijkheid om inbreuk op dit artikel te bewijzen blijft dan ook bestaan, daar er moet bewezen worden dat betrokkene effectief wist dat de andere persoon een stadionverbod had.

Art. 22: betreden of pogen betreden van bepaalde zones in het stadion zonder in het bezit te zijn van een geldig toegangsbewijs voor deze zone of van voor publiek niet toegankelijke zones.

Art. 23: alleen of in groep, in het stadion aanzetten tot slagen en verwondingen, haat of woede ten opzichte van een of meerdere personen.

Art. 23bis: alleen of in groep, in de perimeter aanzetten tot slagen en verwondingen, haat of woede ten opzichte van een of meerdere personen.

Art. 23bis, 2^{de} lid: alleen of in groep, op het grondgebied van België, aanzetten tot slagen en verwondingen, haat of woede ten opzichte van een of meerdere personen. Met de wetswijziging is het mogelijk geworden dat er, naast de groepsincidenten, ook individuele incidenten worden geverbaliseerd op het volledige grondgebied van België.

Art. 23ter: binnenbrengen, pogen binnenbrengen, bezit of gebruik van pyrotechnische voorwerpen in het stadion of in de perimeter. Het verbod werd dus uitgebreid naar de perimeter. Dit wil ook zeggen dat corteo's met vuurwerk niet toegestaan zijn.

Article 23ter, alinéa 2 : utilisation de moyens pyrotechniques sur le territoire belge. L'utilisation de moyens pyrotechniques lors de déplacements de supporters (p.ex. : sur les parkings le long des autoroutes et dans les environs d'une station-service) relève à présent du champ d'application de la loi football.

Concernant l'art. 23ter, un troisième alinéa a été ajouté³ à la loi :

« Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables à l'organisateur qui, après avis positif des services de secours et des autorités ou services administratifs et policiers, utilise des objets pyrotechniques à l'occasion d'un match de football ».

Avec ce dernier ajout, il est donc permis aux clubs d'utiliser des engins pyrotechniques dans le cadre d'actions d'ambiance organisées en dehors des tribunes par des firmes spécialisées. Il peut s'agir par exemple de fêter l'ouverture d'une nouvelle tribune, la fin d'un championnat ou lors du coup d'envoi d'un match. Il y a lieu de souligner que cela doit naturellement se dérouler en concertation avec les services de sécurité locaux. Étant donné que les clubs font appel à cet effet aux entreprises professionnelles qui sont spécialisées en la matière, le risque n'est pas comparable à celui encouru lors de l'utilisation de matériel pyrotechnique par les supporters dans la tribune d'un stade.

Il est à souligner que cela doit se faire en concertation et avec l'accord des services de sécurité locaux. Les accords conclus dans ce cadre doivent également être intégrés dans un addendum à la convention de sécurité telle que visée à l'article 5 de la loi du football.

Nous rappelons par ailleurs que l'utilisation d'engins pyrotechniques par les supporters n'est en aucun cas tolérée.

Art. 24ter : Dans le cas où une interdiction de stade administrative de deux ans ou plus est infligée, la loi prévoit la possibilité d'infliger une interdiction administrative de quitter le territoire au contrevenant. Cette interdiction est valable dans un pays dans lequel se déroule un match de football auquel participe un club de division nationale belge, ou auquel participe l'équipe nationale belge, ou dans lequel un Championnat du monde ou Championnat européen de football a lieu, pour une durée identique à celle de l'interdiction de stade administrative. La Cellule Football détermine pour quels clubs ou pour quel championnat l'interdiction administrative de quitter le territoire est d'application.

Une infraction à cette interdiction de quitter le territoire peut être sanctionnée au moyen d'une amende administrative de deux mille à cinq mille euros et d'une interdiction de stade de deux à cinq ans.

Avant que cette modalité puisse être mise en œuvre, les initiatives législatives nécessaires doivent encore être développées. Une interprétation concrète et applicable de ce point n'est pas encore prévue à court terme.

TITRE IV. — *Imposition d'avertissements officiels et de sanctions effectives*

- **Sanctions :**

Compte-tenu du court délai de prescription de l'action administrative, la loi football stipule désormais que l'original du procès-verbal de police doit être envoyé à la Cellule Football dans les trois mois à dater de la constatation des faits.

Il convient de garder à l'esprit que ce délai sera suivi par les supporters et/ou leurs avocats et, qu'en cas de dépassement, cela sera certainement soulevé lors de procédures en appel.

La personne qui commet une infraction constatée dans un procès-verbal de police peut ainsi se voir imposer par la Cellule Football une amende administrative comprise entre 250 € et 5.000€ et/ou une interdiction de stade ou de périmètre de 3 mois à 5 ans. La décision doit impérativement être prise dans les 6 mois après les faits et être motivée.

En vertu de l'article 24, § 3, il est important de signaler que lorsqu'une amende administrative n'est pas intégralement payée dans le délai prévu, l'interdiction de stade administrative peut être prolongée au maximum pour 5 ans jusqu'à réception du paiement.

Art. 23ter, 2^{de} lid: gebruik pyrotechnische middelen op het grondgebied van België. Het gebruik van pyrotechnische voorwerpen bij supportersverplaatsingen, bijvoorbeeld op parkings langs autosnelwegen (gevaar in de buurt van tankstations,...) valt nu eveneens onder het toepassingsgebied van de voetbalwet.

Met betrekking tot artikel 23ter werd ook nog een 3^{de} lid toegevoegd aan de voetbalwet:

“Voorafgaande bepalingen zijn niet van toepassing op de organisator, die na positief advies van de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten, gebruik maakt van pyrotechnische voorwerpen bedoeld om licht, rook of lawaai te produceren naar aanleiding van een voetbalwedstrijd.”

Met deze laatste toevoeging wordt het clubs toegestaan om in het kader van georganiseerde sfeeracties, buiten de tribunes, gebruik te maken van professionele firma's gespecialiseerd in het gebruik van pyrotechnische voorwerpen. Bijvoorbeeld om de opening van een nieuwe tribune te vieren, een kampioenschap te vieren of bij de start van een wedstrijd. Doordat clubs hiervoor een beroep doen op professionele bedrijven die hierin gespecialiseerd zijn, is het veiligheidsrisico niet te vergelijken met het private gebruik van pyrotechnisch materiaal door supporters in de tribune van een stadion.

Het is te benadrukken dat dit steeds dient te gebeuren in overleg en met akkoord van de lokale veiligheidsdiensten. Afspraken die in dit kader worden gemaakt, worden tevens schriftelijk opgenomen in (een addendum aan) de veiligheidsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 5 van de voetbalwet.

Er dient tevens te worden benadrukt dat het gebruik van pyrotechnische voorwerpen door supporters niet wordt toegestaan.

Art. 24ter: Wanneer een administratief stadionverbod van twee jaar of meer wordt opgelegd, voorziet de wet in de mogelijkheid om aan de overtreder tevens een administratief verbod om het grondgebied te verlaten op te leggen. Het verbod geldt voor een land waar een voetbalwedstrijd wordt gespeeld waaraan een club van een Belgische nationale afdeling deelneemt, waaraan de Belgische nationale ploeg deelneemt, of voor een Wereldkampioenschap of Europees kampioenschap voetbal. Dat voor een duur die gelijk is aan deze van het administratief stadionverbod. De Voetbalcel bepaalt voor welke club of clubs of voor welk kampioenschap het administratief verbod om het grondgebied te verlaten van toepassing is.

Alvorens deze bepaling in de praktijk kan worden toegepast dienen nog de nodige wettelijke uitvoeringsinitiatieven te worden ontwikkeld. Een concrete en toepasbare invulling van het verbod om het grondgebied te verlaten is nog niet voor de korte termijn voorzien.

TITEL IV. — *Het opleggen van officiële waarschuwingen en effectieve sancties*

- **Sancties:**

Met het oog op de korte verjaringstermijn van de administratieve procedure bepaalt de voetbalwet voortaan dat het origineel van het proces-verbaal binnen drie maanden, te rekenen vanaf de vaststelling van de feiten, moet worden gestuurd aan de Voetbalcel.

Er dient indachtig te worden gehouden dat deze termijn door de supporters en/of hun raadsman nauwgelet in de gaten zal gehouden worden. Ingeval van overschrijden van deze termijn zal dit ongetwijfeld worden opgeworpen in de (beroeps) procedure.

Aan de persoon die een overtreding begaat die vastgesteld wordt in een proces-verbaal van de politie kan een administratieve geldboete van 250 € tot 5.000 € en/of een stadion- of perimenterverbod van drie maanden tot vijf jaar worden opgelegd. De beslissing, die binnen de zes maanden na de feiten moet worden genomen, wordt met redenen omkleed.

Overeenkomstig artikel 24, § 3, dient te worden opgemerkt dat wanneer een administratieve geldboete niet integraal werd betaald binnen de voorziene termijn, het administratief stadionverbod kan worden verlengd tot deze betaald werd en dit met een maximum van 5 jaar.

- Avertissements :

Pour autant que la personne n'ait aucun antécédent pour des faits liés à la loi football, la sanction peut désormais être remplacée par un avertissement. Cette possibilité est également accordée au fonctionnaire de police qui peut adresser un avertissement officiel de police.

Cela fait des années que la Cellule Football insiste auprès des partenaires pour mettre en œuvre une politique de verbalisation uniforme et stricte. Ces efforts ont certainement porté leurs fruits en termes de sécurité et d'ambiance positive dans les stades de football. La modification légale du 3 juin 2018 instaure désormais officiellement la notion d'avertissement et ce, à la fois pour la Cellule Football et pour les services de police. Le système des avertissements est double, en ce sens que la Cellule Football peut adresser un « avertissement officiel adressé par la Cellule Football » mais que les services de police peuvent également procéder à un « avertissement officiel de police ».

En ce qui concerne les « avertissements adressés par la Cellule Football » et la façon dont les données en question sont conservées et surtout portées à la connaissance des partenaires, peu de changements interviennent pour ces derniers. Les décisions prises dans les dossiers à l'encontre des supporters sont portées à la connaissance de la zone de police concernée et mises à disposition par l'intermédiaire des services de la police fédérale, DAO Sport, et de l'URBSFA. Les avertissements adressés par la Cellule Football seront communiqués par les mêmes voies.

Il est à souligner que la Cellule Football peut, en principe, uniquement adresser un avertissement pour des faits légers pour autant que l'intéressé n'ait aucun antécédent au moment des faits. Un avertissement officiel de police ne sera pas considéré comme un antécédent par la Cellule Football dans le cadre d'une procédure administrative relative à la loi football.

Par contre, le législateur n'impose pas explicitement cette restriction d'absence d'antécédent pour les avertissements officiels de police. Néanmoins, si les services de police utilisent d'autres principes, cela pourrait donner lieu à des traitements inégaux sur le plan territorial et à une insécurité juridique. Il est donc essentiel que les services de police n'infligent pas plus d'un avertissement officiel de police.

Dans ce contexte, il est à souligner que la Cellule Football est également disposée, pour ce qui concerne les infractions légères qui peuvent donner lieu à un avertissement, à assurer leur traitement par la voie administrative habituelle. Concrètement, cela signifie que toutes les infractions passibles d'une sanction ou d'un avertissement sont transmises à la Cellule Football pour traitement et appréciation, au moyen d'un procès-verbal conforme à la loi football. Cette pratique offre les meilleures garanties d'approche uniforme en termes d'appréciation des faits et d'imposition de sanctions et d'avertissements.

Comme exemples-types de faits qui peuvent faire l'objet d'un avertissement, on peut citer le jet d'un gobelet vide ou partiellement vide ou l'escalade momentanée d'un grillage d'enceinte. Les comportements provocateurs à caractère isolé et momentané, tel un seul doigt d'honneur, peuvent par exemple aussi donner lieu à un avertissement. Lors de l'appréciation des faits, il conviendra toutefois d'examiner systématiquement si ceux-ci ont entraînés des troubles à l'ordre public, un risque réel de tels troubles ou de dommage. Si tel est effectivement le cas, il ne faut, en principe, ne pas appliquer d'avertissements. Les faits d'agression physique ou de possession et d'utilisation d'objets pyrotechniques dans le stade ne sont pas pris en compte par la Cellule Football.

Il va de soi que les services de police peuvent adresser eux-mêmes des avertissements (« avertissement officiel de police »). En ce qui concerne les avertissements adressés par la police, le législateur n'a pas prévu de procédure. L'article 25/1 de la loi stipule que le fonctionnaire de police peut donner un avertissement officiel pour les faits visés aux articles 20 à 23ter. Cet avertissement mentionne quels faits sont portés à charge de l'intéressé. Dans un souci de politique uniforme, il est demandé de tenir également compte des critères indicatifs précités.

Alors que, par le passé, certains services de police adressaient parfois des avertissements officieux, souvent oraux, il convient désormais de conférer à ces avertissements un caractère officiel. Tout avertissement doit être défini et il est fortement insisté pour que chaque service qui inflige l'avertissement l'enregistre directement dans un fichier central. En effet, d'autres services de police doivent à leur tour pouvoir déterminer à tout moment si un avertissement a déjà été adressé à

- Waarschuwingen:

Voor zover de persoon over geen enkel antecedent beschikt voor feiten in het kader van de voetbalwet, kan een sanctie voortaan door een waarschuwing worden vervangen. Deze mogelijkheid wordt eveneens toegekend aan de politieambtenaar die een "officiële politionele waarschuwing" kan geven.

Het is sinds jaar en dag een politiek van de Voetbalcel geweest om bij de partners aan te dringen op een uniforme en strikte verbaliseringspolitiek. Dit heeft zeker zijn vruchten afgeworpen voor de veiligheid en het bevorderen van een positieve sfeer in de voetbalstadions. Met de wetswijziging van 3 juni 2018 wordt het begrip waarschuwing officieel ingevoerd. Het betreft een tweeledig systeem, in die zin dat de Voetbalcel een waarschuwing kan opleggen na het doorlopen van de welgekende administratieve procedure, de "waarschuwing opgelegd door de Voetbalcel", maar dat daarnaast voortaan ook de politiediensten zelf een "officiële politionele waarschuwing" kunnen opleggen.

Wat betreft het opleggen van "waarschuwingen door de Voetbalcel" en de wijze waarop de betreffende gegevens worden bewaard en vooral ter kennis gebracht aan de partners, zal in de praktijk weinig veranderen voor de betrokken partners. Beslissingen lastens supporters worden ter kennis gebracht aan de betrokken politiezone en worden algemeen ter beschikking gesteld via de diensten van de federale politie, DAO Sport en via de KBVB. Ook de maatregel van de opgelegde waarschuwingen zal via deze zelfde kanalen ter beschikking worden gesteld.

Op te merken is dat de Voetbalcel in principe slechts een waarschuwing kan opleggen voor lichte feiten zover de betrokkene op het ogenblik van de feiten over geen enkele antecedent beschikt op het moment van de feiten. Een officiële politionele waarschuwing wordt in het kader van een procedure voetbalwet bij de Voetbalcel niet als een antecedent beschouwd.

De beperking dat er geen antecedent mag bestaan, wordt door de wetgever daarentegen niet expliciet aan de politiediensten opgelegd. Desalniettemin, wanneer de politiediensten andere principes zouden hanteren, zouden deze aanleiding kunnen geven tot een territoriaal ongelijke behandelingen en tot rechtsonzekerheid kunnen leiden. Er wordt dus op aangedrongen dat ook politiediensten niet meer dan één enkele officiële politionele waarschuwing opleggen aan een overtreder.

In die context is het te benadrukken dat de Voetbalcel ook voor wat betreft de lichte overtredingen, dewelke in aanmerking kunnen komen voor het opleggen van een waarschuwing, beschikbaar is om deze afhandeling op zich te nemen middels de gebruikelijke administratieve weg. Concreet betekent het dat alle sanctie of waarschuwingwaardige inbreuken middels proces-verbaal voetbalwet worden overgemaakt aan de Voetbalcel voor behandeling en beoordeling. Deze praktijk biedt de beste garanties op een uniforme aanpak bij de beoordeling van feiten en het opleggen van sancties en waarschuwingen.

Enkele typevoorbeelden van feiten die in aanmerkingen kunnen komen voor een waarschuwing zijn bijvoorbeeld feiten waarbij in een vlaag van euforie n.a.v. een doelpunt, wordt gegooid met een lege of bijna lege drankbeker of de omheining kortstondig wordt beklommen. Bijvoorbeeld ook provocatieve gedragingen met een geïsoleerd en kortstondig karakter, zoals een "middenvinger" (zondermeer) dat kan zijn, kunnen eveneens in aanmerking komen. Bij de te maken inschattingen zal er echter steeds in het bijzonder indachtig dienen te worden gehouden of de openbare orde al dan niet verstoord werd, er een reëel risico toe bestond, er recidive zijn of er schade werd veroorzaakt. Werd daar niet aan voldaan, dan begeven we ons in principe buiten de scope van het principe van de waarschuwingen. Feiten met fysieke agressie alsook gebruik en bezit van pyrotechniek in het stadion, neemt de Voetbalcel niet in aanmerking nemen voor een waarschuwing.

Het spreekt voor zich dat ook de politiediensten zelf nog waarschuwingen ("de officiële politionele waarschuwing") kunnen opleggen. Betreft deze waarschuwing opgelegd door de politie, heeft de wetgever geen procedure voorzien. Artikel 25/1 van de wet stelt: "De politieambtenaar kan een officiële waarschuwing geven voor de feiten bedoeld in artikel 20 tot 23ter. Deze waarschuwing vermeldt welke feiten aan de betrokkene ten laste worden gelegd. Er wordt in het belang van een uniform beleid verzocht om ook dan met bovengenoemde indicatieve criteria rekening te willen houden.

Daar waar in het verleden door sommige politiediensten soms officieuze, vaak mondelinge, waarschuwingen werden gegeven, dient iets dergelijks voortaan officieel te worden gemaakt. Iedere waarschuwing dient te worden omschreven en er is sterk op aan te dringen dat diegene die de waarschuwing oplegt deze ook per direct registreert in een centraal bestand. Andere politiediensten dienen immers op hun beurt op ieder ogenblik eenvoudig te kunnen achterhalen of er tot op de

l'intéressé jusqu'au jour de la consultation dudit fichier central. Dans le cas contraire, il se peut qu'une même personne reçoive plusieurs avertissements étant donné que les différents services de police ne seraient pas informés de leurs avertissements mutuels. Pour le moment, ces avertissements seront centralisés dans la banque de données nationale générale (BNG) via l'application BePad. Les informations de police administrative sont consultables par toutes les zones de police. A l'avenir, d'autres dispositions pourront encore être élaborées. Dans ce cas, vous en serez informé.

Pour toute question et remarque concernant l'application de la loi football, je vous invite à contacter la Cellule Football de la Direction générale Sécurité et Prévention à l'adresse suivante : cellfoot@ibz.fgov.be

Je vous prie de croire, Messieurs,
à l'assurance de mes sentiments les meilleurs,

P. DE CREM,
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

Annexes :

- Loi du 3 juin 2018 modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des rencontres de football.
- Extrait de la Banque carrefour de législation www.ejustice.fgov.be avec la mise à jour au 18 juin 2018 des modifications de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité des rencontres de football

dag van consultatie reeds eerder een waarschuwing werd opgelegd aan de betrokkene. Indien niet, dan dreigt een situatie waar één en dezelfde persoon meerdere waarschuwingen krijgt doordat de verscheidene politiediensten niet van elkaars waarschuwingen op de hoogte zijn. Momenteel zullen deze waarschuwingen worden gecentraliseerd in de Algemene Centrale Gegevensbank (ANG) via de tool BePad. Deze gegevens van bestuurlijke politie zijn raadpleegbaar voor alle politiezones. Naar de toekomst toe kunnen nog andere en/of toekomstige regelingen worden uitgewerkt. U wordt daar desgevallend van op de hoogte gehouden.

Met vragen en opmerkingen omtrent de toepassing van de voetbalwet kan u terecht bij de Voetbalcel binnen de Algemene Directie Veiligheid en Preventie, ondermeer via het algemene e-mailadres: cellfoot@ibz.fgov.be

Met de meeste hoogachting,

P. DE CREM,
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken

Bijlage:

- Wet van 3 juni 2018 tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden.
- Uittreksel kruispuntbank wetgeving www.ejustice.fgov.be met tekstbijwerking tot 18 juni 2018 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/30119]

~~Avis. — Publication en exécution de l'article 5, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 9 novembre 2016 relatif aux fonds d'investissement immobilier spécialisés~~

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/30119]

~~Bericht. — Publicatie in uitvoering van artikel 5, eerste lid van het koninklijk besluit van 9 november 2016 met betrekking tot gespecialiseerde vastgoedbeleggingsfondsen~~

~~LISTE DES FONDS D'INVESTISSEMENT IMMOBILIERS SPÉCIALISÉS (FIIS) établie en application de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 9 novembre 2016 relatifs aux fonds d'investissement spécialisés, M.B. du 18 novembre 2016, Ed. 2~~

~~LIJST VAN GESPECIALISEERDE VASTGOEDBELEGGINGEN (GVBE) vastgesteld en toepassing van artikel 3, § 2, van het Koninklijk Besluit van 9 november 2016 met betrekking tot gespecialiseerde beleggingsfondsen, B.S. van 18 november 2016, uitg. 2~~

Date de l'inscription	FIIS	Inschrijvingsdatum	FIIS
1. 12 avril 2017	ALMA COURT INVEST NV	1. 12 april 2017	ALMA COURT INVEST NV
2. 13 avril 2017	LEOVILLE PROPERTIES	2. 13 april 2017	LEOVILLE PROPERTIES
3. 26 mai 2017	ECRE Belgique 1	3. 26 mei 2017	ECRE Belgique 1
4. 1^{er} juin 2017	IGIS Brederode Brussels	4. 1^{er} juni 2017	IGIS Brederode Brussels
5. 20 juin 2017	UGC Real Estate SA	5. 20 juni 2017	UGC Real Estate SA
6. 1^{er} septembre 2017	Federale Real Investment Management (Federale REIM)	6. 1^{er} september 2017	Federale Real Investment Management (Federale REIM)
7. 11 septembre 2017	Bolivar-Bel SCA	7. 11 september 2017	Bolivar-Bel SCA
8. 11 septembre 2017	Bolivar JV Bel SCA	8. 11 september 2017	Bolivar JV Bel SCA
9. 4 décembre 2017	Energis Real Estate Fund N.V.	9. 4 december 2017	Energis Real Estate Fund N.V.
10. 11 décembre 2017	EUROCOMMERCIAL PROPERTIES BELGIUM	10. 11 december 2017	EUROCOMMERCIAL PROPERTIES BELGIUM
11. 16 janvier 2018	Bruxelles Real Estate Investment Fund	11. 16 januari 2018	Bruxelles Real Estate Investment Fund
12. 24 janvier 2018	CANIUS 1 Comm. V.A.	12. 24 januari 2018	CANIUS 1 Comm. V.A.
13. 19 février 2018	Axis Parc Fund SA	13. 19 februari 2018	Axis Parc Fund SA
14. 04 avril 2018	STERN-FIIS SA	14. 04 april 2018	STERN-FIIS SA
15. 06 avril 2018	RIGS NV	15. 06 april 2018	RIGS NV
16. 16 mai 2018	't Neerhof Service	16. 16 mei 2018	't Neerhof Service
17. 12 juin 2018	STERN-FIIS II SA	17. 12 juni 2018	STERN-FIIS II SA
18. 12 juin 2018	STERN-FIIS III SA	18. 12 juni 2018	STERN-FIIS III SA
19. 12 juin 2018	STERN-FIIS IV SA	19. 12 juni 2018	STERN-FIIS IV SA
20. 15 juin 2018	ONS FONDS NV	20. 15 juni 2018	ONS FONDS NV
21. 25 juin 2018	TOUR DES FINANCES NV	21. 25 juni 2018	TOUR DES FINANCES NV